

Déclaration liminaire du Sgen-CFDT



CSA D du 6 février 2024

Monsieur le directeur Académique, Mesdames et messieurs les membres du CSA,

Contrairement aux annonces présidentielles, le **théâtre** ne verra pas le jour dans tous les établissements à la rentrée parce qu'il n'y a aucun horaire dédié, ni aucune dotation spécifique, ni même suffisamment d'enseignant susceptible d'assurer un tel enseignement.

Contrairement aux annonces présidentielles, il n'y aura pas d'évolution majeure sur la décision du **redoublement** et les quelques modifications affichant la volonté présidentielle seront rayées d'un trait de plume par le conseil d'État. Contrairement aux annonces présidentielles, il n'y aura pas d'augmentation du temps d'**enseignement moral et civique**. Les quelques heures ajoutées sur le papier pour des projets sont virtuelles sans aucune dotation spécifique.

Contrairement aux annonces présidentielles, les **groupes de niveau**, loin de favoriser la réussite de tous les élèves, vont détruire le collège unique, vont assigner et stigmatiser les élèves. Ces groupes viennent fracasser les ingénieries pédagogiques, reflets de nos projets d'établissements, et jeter à la poubelle des années d'efforts pour créer du commun, des cohésions fortes dans nos équipes et nos communautés scolaires.

Ces mesures vont dégrader les conditions de travail des personnels et augmenter leur charge de travail, car c'est aux personnels qu'il revient de mettre en œuvre des mesures mal ficelées, mal pensées, incohérentes, sans les moyens nécessaires et contraires aux valeurs que nous portons.

Ce sont aussi les personnels qui vont devoir expliquer aux parents que les annonces du président n'existent que dans les discours, mais pas pour leurs enfants.

Ce sont aussi les personnels, en particulier de direction, qui s'épuisent pour mettre en œuvre des annonces sans cadre réglementaire.

Nous attendons les prochaines annonces pour une école du retour vers le futur avec inquiétude : à quoi s'attendre ? Des cours de couture et de cuisine pour les filles ? De plomberie et de jardinage pour les garçons ? Des uniformes pour les personnels pour « rétablir l'ordre scolaire dans tous les collèges » comme mentionné dans « Avis sur l'organisation des enseignements au collège », Conseil Supérieur des Programmes, janvier 2024, p.15.

Pour éviter ces distorsions, il faudrait partir de la réalité du travail des personnels. Je ne parle pas ici de l'interprétation sujette à caution des réponses à un questionnaire orienté. Réformer le système éducatif sur la base d'un discours public sans prendre

en compte ni les **résultats de la recherche**, ni l'**expertise des personnels** est une démarche vouée à l'échec.

Les personnels sont épuisés de subir des empilements de mesures qui ne font pas sens et vont contre une école pour toutes et tous. À l'appel du Sgen-CFDT, beaucoup ont fait grève le 1^{er} février dernier, contre les mesures délétères du choc des savoirs, pour l'amélioration des conditions de l'inclusion scolaire, pour sortir de l'agitation, pour obtenir des politiques éducatives qui construisent une école pour toutes et tous et avec toutes et tous.

Pour en revenir plus précisément sur notre département, moins 24 élèves en collège mais – 42 heures, soit -2,3 postes. Il y aura malheureusement beaucoup plus de mesures de carte scolaires, de nouveaux postes partagés, de contractuels, particulièrement en technologie, envoyés loin sinon mis au chômage.

La mise en place de groupes de besoins va se faire à moyens constants, donc en désorganisant les dispositifs existants. Les groupes en langue, en sciences, les options vont être sacrifiés. Cela va perturber grandement le fonctionnement des établissements en contraignant l'architecture des niveaux de classe : en maths et en français, plusieurs collègues vont se retrouver à enseigner à tous les niveaux alors qu'avant une répartition permettait un réel allègement de la charge de travail et une meilleure efficacité dans le suivi des élèves. Trouver des professeurs principaux va encore se compliquer. Plusieurs projets pédagogiques particuliers propres aux établissements ne vont plus pouvoir être menés, faute de disponibilité des enseignants concernés ! Les groupes de besoin, pour être efficaces, ne doivent pas être figés et évoluer suivant les enseignements.

Comme dit plus haut, le Sgen-CFDT et la FEP-CFDT dénoncent ces groupes de niveau et demandent leur abandon. Par contre, nous demandons des moyens supplémentaires pour un abaissement du nombre d'élèves par classe, du temps de concertation sur temps de service pour construire des parcours adaptés à chacun de nos élèves.